

Le 19 avril 2021

Une nouvelle Politique agricole commune (PAC): pour un autre modèle agricole et alimentaire.

La Confédération paysanne vient d'organiser tout au long de la semaine du 12 avril, des mobilisations inter-régionales (Rennes, Lyon, Limoges, Lille, Strasbourg, Tours et Toulouse) pour exiger "**une PAC pour des paysannes et paysans nombreux**". Ces manifestations se déroulent au moment des premiers arbitrages ministériels d'un Plan Stratégique National (PSN), déclinaison française de la PAC. La France insoumise 65 s'associe à la Confédération paysanne pour exiger une nouvelle PAC garantissant la sécurité alimentaire pour le peuple de France, répondant aux besoins des paysan.ne.s pour des emplois nombreux **leur garantissant un niveau de revenu digne et ainsi rendre ce métier attractif**. Seule une agriculture paysanne peut nous assurer biodiversité et protection des biens communs que sont l'Eau, les Sols, les Forêts. C'est pourquoi et en accord avec le chapitre Agriculture **du programme « l'Avenir en Commun »**, nous soutenons les membres de la Confédération Paysanne dans leur luttes pour une nouvelle PAC qui organiserait un autre modèle agricole attentif à l'environnement et au bien-être animal produisant des aliments frais, sains, locaux, nutritifs, respectant la santé des paysan.ne.s et des consommateur.rice.s.

Pour atteindre ces objectifs, la France insoumise propose notamment dans son programme national:

- De prioriser les exploitations de moins de 100 ha et en **opposition avec l'agrandissement** de celles du type agrobusiness pour développer l'emploi de paysan.ne.s et la qualité des produits offerts aux consommateur.rice.s ;
- Une limitation des aides à 60 000 € par actif agricole ;
- Une politique de soutien aux revenus, à l'emploi et à la formation pour **l'attractivité du secteur agricole** ;
- Que les critères d'accès à l'aide "écorégimes" puissent inciter les agriculteurs à se conformer à des impératifs environnementaux et ainsi permettent une véritable bifurcation vers des pratiques plus durables ;
- De **sortir des traités de libre-échange** (CETA, TAFTA, MERCOSUR) les produits agricoles et alimentaires et protéger les agriculteurs à l'égard des marchés avec une meilleure politique des prix et un encadrement des volumes ;
- **Le soutien financier à la transition vers des systèmes d'agriculture écologique** en contribuant aux coûts de la transition et en rémunérant les productions spécifiques : agriculture biologique, diversification des rotations, production de protéines végétales, réintégration agriculture / élevage, agroforesterie, implantation de haies, « désintensification » des systèmes d'élevage et leur évolution en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre, autonomie fourragère des exploitations, réduction des intrants.

Les citoyen·nes se sont exprimé·es sur le PSN (plan stratégique national) au travers du débat organisé par la Commission Nationale du Débat Public et les conclusions rejoignent les propositions de la FI pour amener la future Politique Agricole Commune (PAC) dans la bonne direction.

Contact : franceinsoumise65@gmail.com